

# LE FINANCEMENT DES ENTREPRISES

PRIORITÉ STRATÉGIQUE DES BANQUES  
FRANÇAISES

*Études économiques*

Août 2023

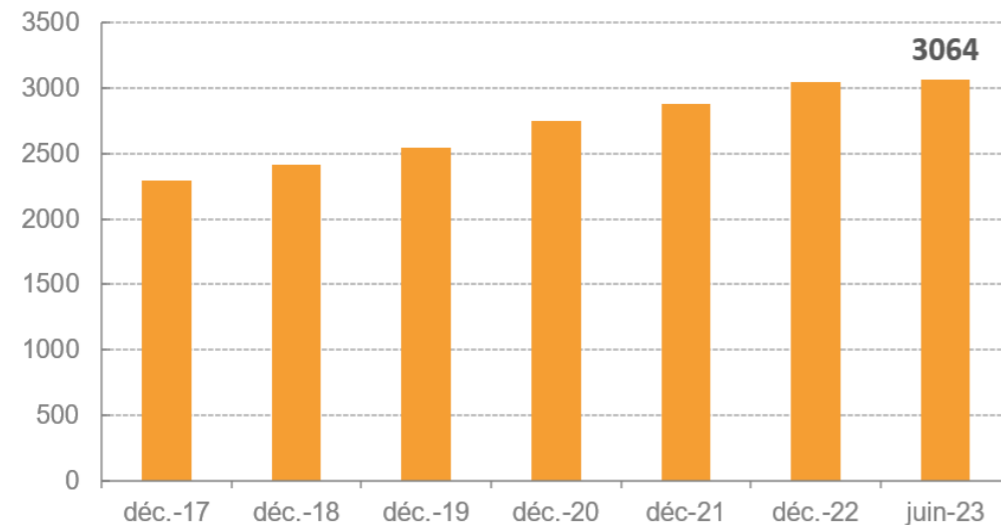


FÉDÉRATION  
BANCAIRE  
FRANÇAISE

# CHIFFRES-CLÉS

## Encours de crédits à l'économie en France (en milliards d'euros)

Source : Banque de France



**+ 3,7%**  
Taux de croissance  
annuel des crédits  
à l'économie à fin  
juin 2023

Source : Banque de France

## Crédits aux entreprises en France

Source : Banque de France

Crédits aux SNF	Encours (en Mds€)	Taux de croissance annuel (en %)		
	Jun 2023	Avr. 2023	Mai 2023	Jun 2023
<b>Total</b>	1.336	5,7	5,2	4,4
<b>Investissement</b>	942	6,9	6,7	6,5
<b>Trésorerie</b>	322	2,0	0,8	-2,6
<b>Autres</b>	72	7,7	6,6	11,4

**Comparaison européenne:** La croissance de l'encours des crédits aux entreprises en France (+4,4% en juin) demeure bien plus élevée que celle de la zone euro (+2,4%), soutenue par des taux plus favorables (taux moyen de **4,28%** en France en juin contre **5,18%** en zone euro appliqué aux PME)

Sources: Banque de France et BCE

## ILS L'ONT DIT

*« Je tiens à remercier une nouvelle fois les banques françaises pour leur engagement depuis le premier jour de cette crise pour soutenir notre économie et soutenir nos PME. »*

**Bruno Le Maire,**

*Ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance  
Discours de présentation des prêts participatifs Relance et des obligations Relance, 4 mars 2021*

*« Le secteur bancaire a bien résisté à la crise et a assuré une fourniture abondante de crédits à l'économie. »*

*Déclarations du FMI à l'issue de son rapport sur la France  
(article IV), Novembre 2021*

*« L'année 2021 a été marquée par une reprise économique vigoureuse, soutenue par les mesures prises par les pouvoirs publics et les banques centrales.*

*Dans ce contexte porteur, les banques françaises ont continué à assumer pleinement leur rôle de financement de l'économie ; le marché du crédit restant dynamique.*

*Au 31 décembre 2021, les ménages et les sociétés non financières sont les principaux bénéficiaires de l'augmentation du financement à l'économie française par les banques françaises. »*

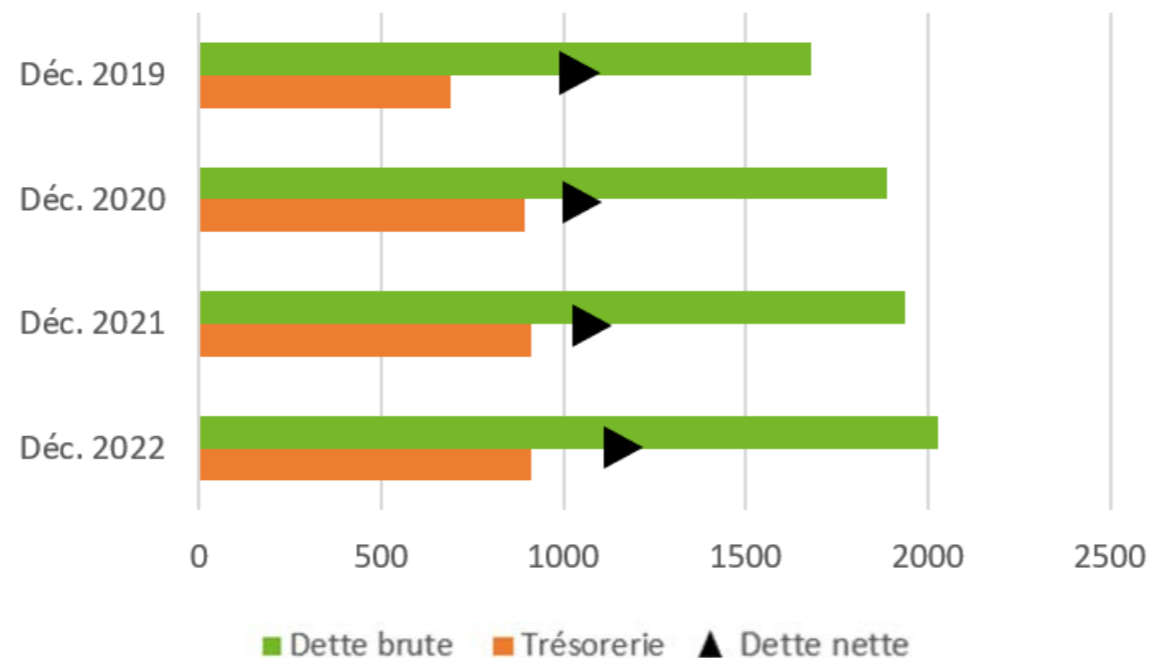
*Synthèse générale du rapport de l'ACPR sur le marché français de la banque et de l'assurance en 2021, Octobre 2022*

# LES ENTREPRISES ONT BIEN RÉSISTÉ À LA CRISE SANITAIRE, MAITRISANT NOTAMMENT LEUR ENDETTEMENT BANCAIRE NET

- Entre décembre 2019 et décembre 2021, l'encours de dette nette des entreprises n'a que très peu progressé (+40 Mds€, à 1.026 Mds€). L'augmentation en 2022 (+80 Mds€ portant l'encours à 1.112 Mds€) s'explique très largement par un accroissement de la dette brute (+85 Mds€) – porté par le dynamisme des crédits bancaires notamment d'investissement – le flux de trésorerie étant quant à lui très légèrement positif sur l'année (+5 Mds€).

## Trésorerie, dette brute et dette nette des sociétés non financières (en milliards d'euros)

Source : Banque de France

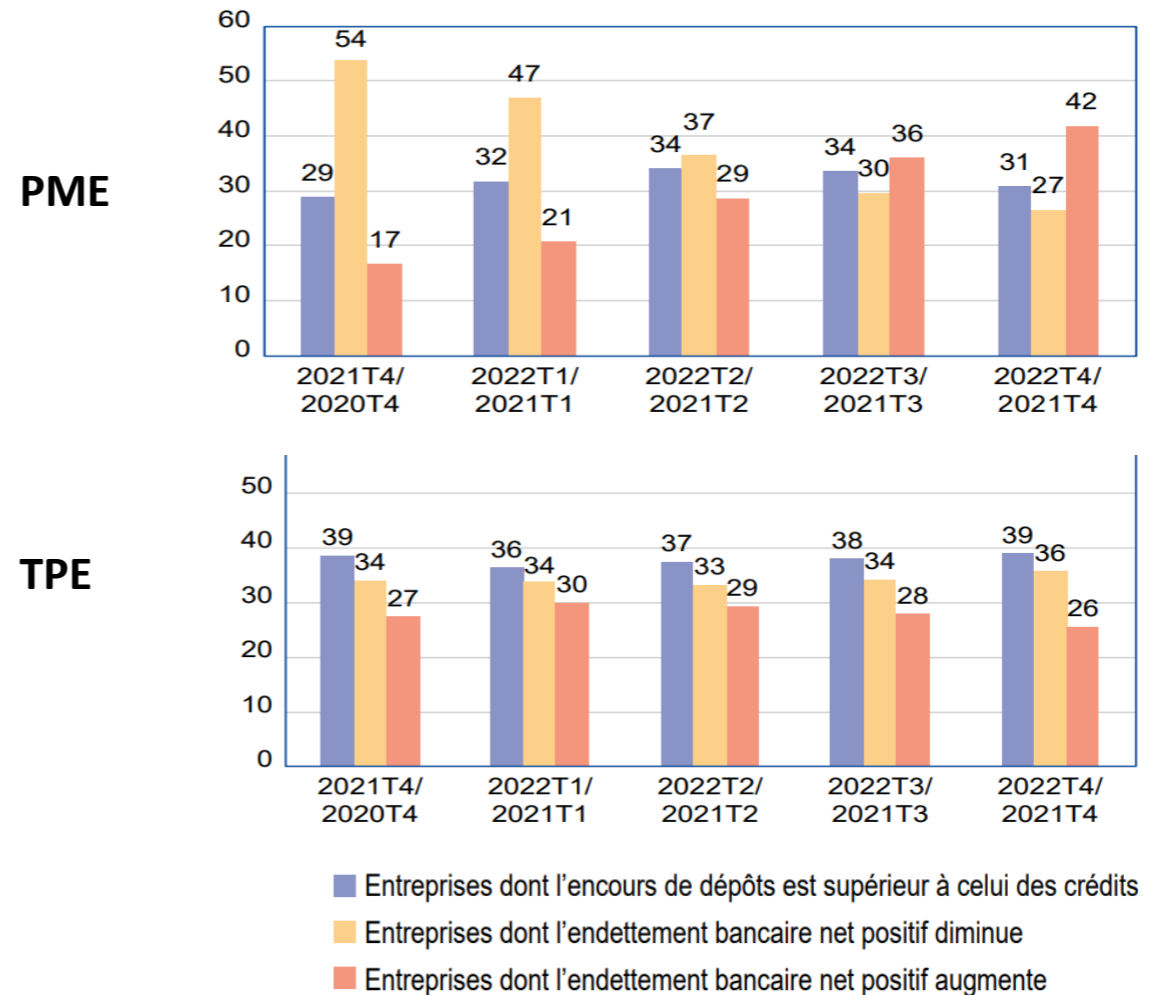


# LES ENTREPRISES ONT BIEN RÉSISTÉ À LA CRISE SANITAIRE, MAITRISANT NOTAMMENT LEUR ENDETTEMENT BANCAIRE NET

- Les données granulaires de la Banque de France montrent que **la part des entreprises**, qu'elles soient des TPE ou des PME, **avec une situation financière évoluant favorablement** (dépôts supérieurs aux crédits ou endettement bancaire net positif en baisse ou stable sur un an) **reste majoritaire**.
- D'une part, la proportion de TPE et de PME dont les dépôts excèdent les crédits reste très importante (environ 40% des TPE et près d'une PME sur trois – cf. graphique).
- D'autre part, au sein des entreprises dont l'endettement bancaire net positif augmente (barres rouges orangées du graphique), la proportion de celles ayant des dépôts en baisse et des crédits en hausse – au cours des douze derniers mois – tend à se réduire depuis mi-2022 (pour s'établir à 8% des TPE et à 4% des PME à fin 2022).

## Répartition de la population des entreprises en fonction de l'évolution de leur endettement bancaire net

Source : Banque de France

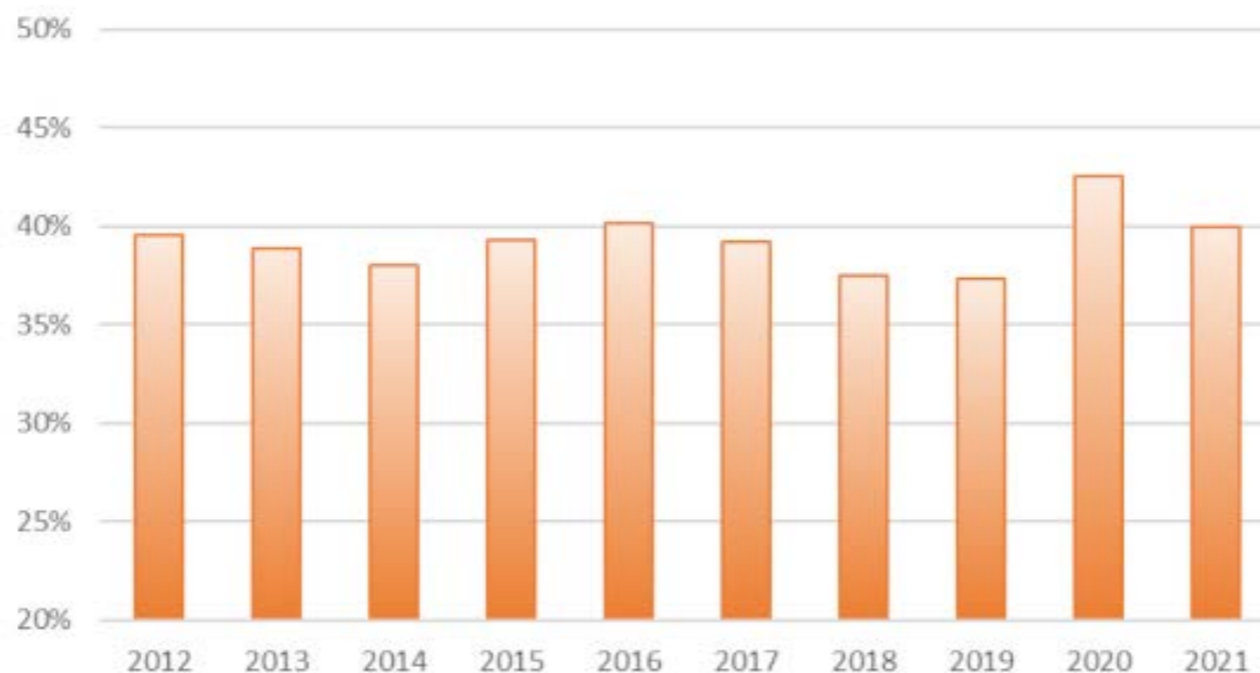


## LES ENTREPRISES ONT BIEN RÉSISTÉ À LA CRISE SANITAIRE, MAITRISANT NOTAMMENT LEUR ENDETTEMENT BANCAIRE NET

- Le graphique ci-dessous présente l'évolution **de la part des PME les moins bien cotées**, à savoir de 5+ (capacité à honorer ses engagements « assez faible ») à 9 (capacité « compromise »), **dans l'ensemble des PME cotées par la Banque de France**.
- Après un léger sursaut à 42% fin 2020, **cette part retombe à 40% dès la fin 2021, un niveau proche de la moyenne de 2012-2019 (39%)**. La crise sanitaire n'a ainsi pas bouleversé la capacité de remboursement des PME.

### Part des PME cotées 5+ à 9 dans l'ensemble des PME cotées Banque de France

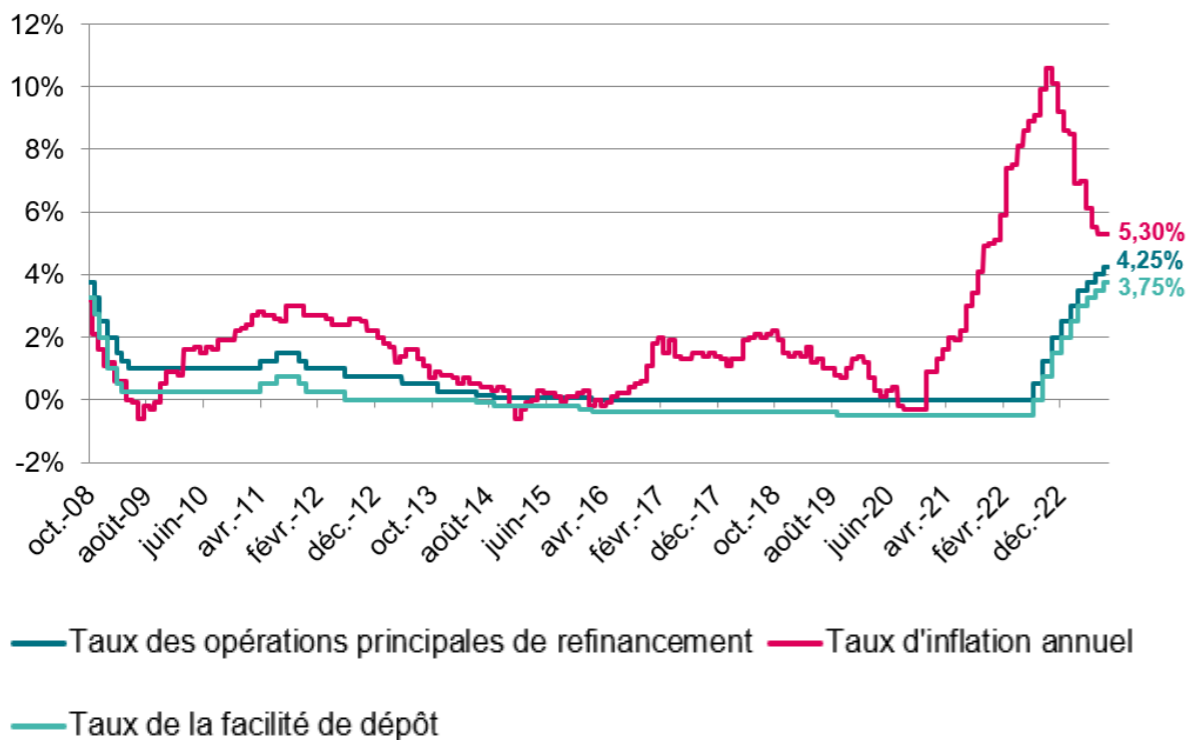
Source : Banque de France



# D'UNE CRISE À L'AUTRE: LA REMONTÉE DES TAUX DIRECTEURS DE LA BCE, POUR FAIRE FACE À L'INFLATION, PÈSE SUR LA DEMANDE DE CRÉDITS DES ENTREPRISES

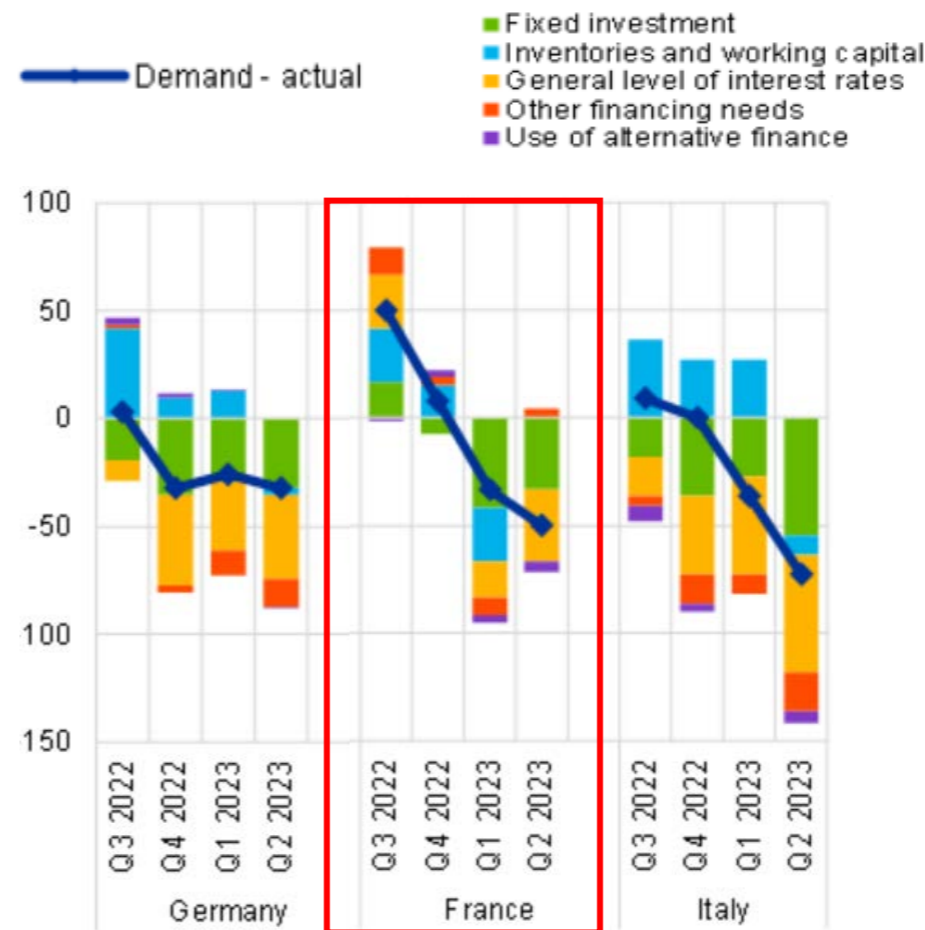
Taux d'inflation annuel dans la zone euro et principaux taux directeurs de la BCE (à fin août 2023)

Sources : Eurostat et BCE



Variation de la demande nette de prêts aux entreprises<sup>1</sup>

Sources : BCE, Bank Lending Survey, Juillet 2023



<sup>1</sup>Pourcentages nets de banques signalant une augmentation de la demande

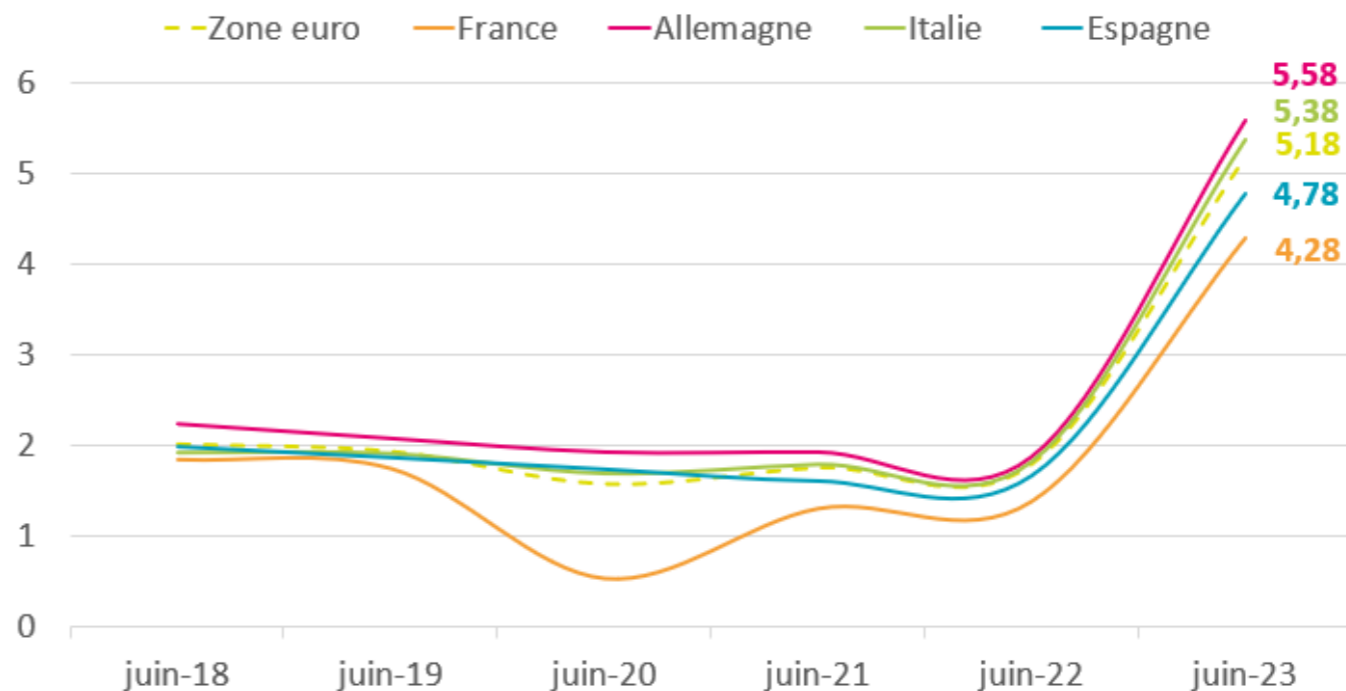
# LES TAUX D'INTÉRÊT PRATIQUÉS AUX ENTREPRISES EN FRANCE DEMEURENT TOUJOURS INFÉRIEURS À LA MOYENNE DE LA ZONE EURO

Taux moyen de 4,28% en France contre 5,18% en zone euro appliqué aux PME à fin juin 2023<sup>1</sup>

<sup>1</sup>Source: BCE, taux des nouveaux crédits inférieurs à 1 million d'euros et dont la période de fixation est de moins d'un an

## Taux d'intérêt des nouveaux crédits pratiqués aux PME (en %)

Source : BCE





# DANS CES CONDITIONS, LA CROISSANCE DES CRÉDITS AUX ENTREPRISES EN FRANCE RESTE L'UNE DES PLUS DYNAMIQUES DE LA ZONE EURO

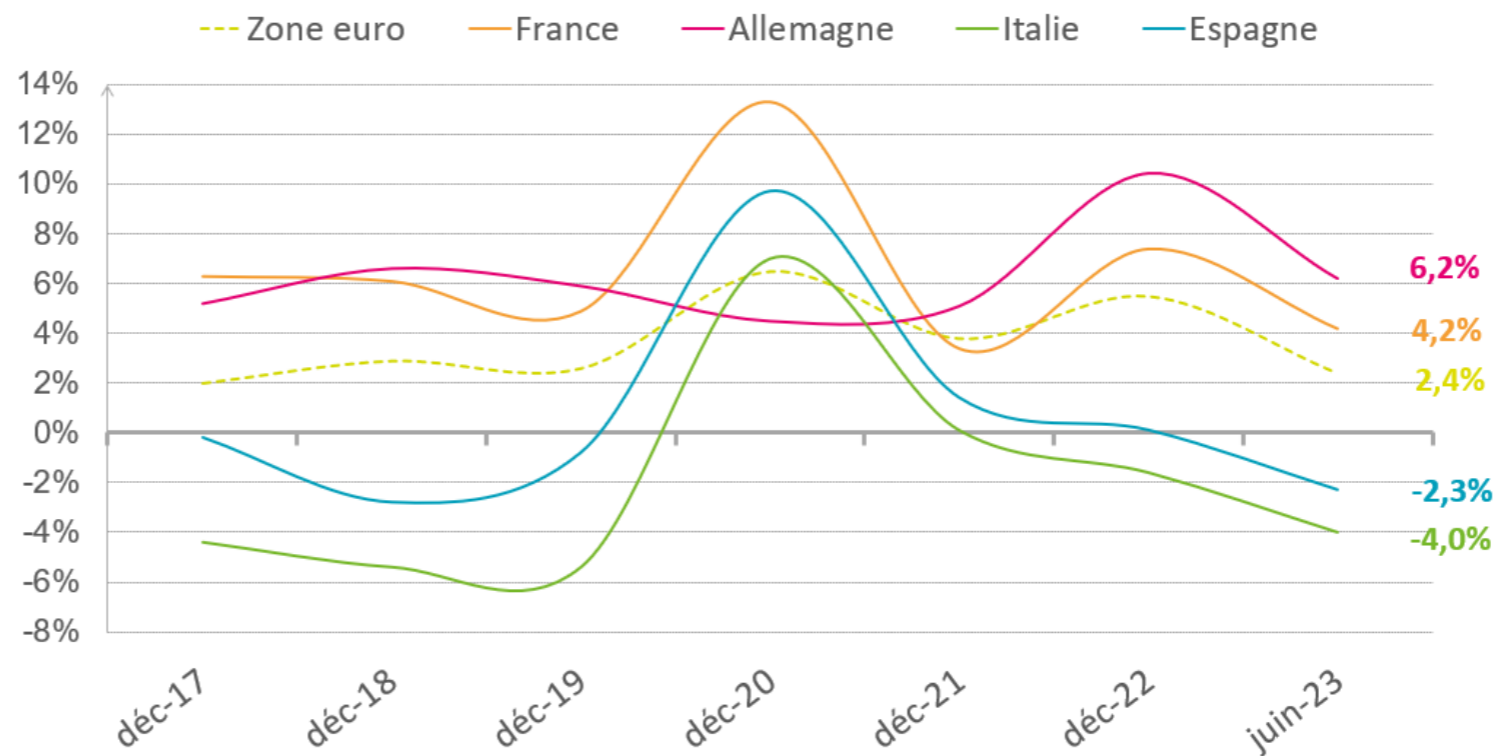
**1.336**

milliards d'euros de crédits aux entreprises à fin juin 2023, soit une hausse de 63% sur 10 ans<sup>1</sup>

Contrairement à la plupart des autres pays de la zone euro, la France n'a pas connu de *credit crunch* ces dix dernières années

## Taux de croissance annuel des crédits aux entreprises en Europe

Source : BCE



<sup>1</sup>Source : Banque de France

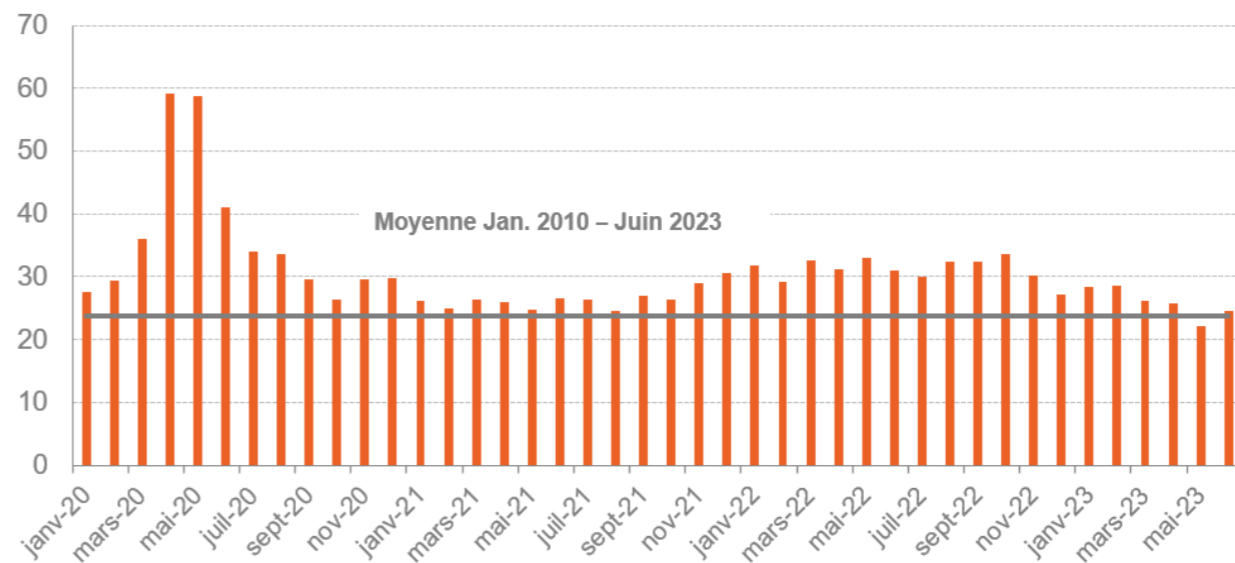
## APRÈS UNE CROISSANCE EXCEPTIONNELLE, DUE AUX PGE, LA PRODUCTION MENSUELLE DE NOUVEAUX CRÉDITS RETROUVE UN NIVEAU DYNAMIQUE D'AVANT-CRISE COVID

- **25 milliards d'euros** de crédits nouveaux ont été accordés aux entreprises en juin 2023, soit:
  - ✓ **0,8 milliard d'euros** mobilisés chaque jour
  - ✓ **34 millions d'euros** mobilisés chaque heure vers les entreprises
- Sur l'ensemble de l'année 2022, **373 milliards d'euros** de nouveaux crédits aux entreprises ont été accordés (après **322 milliards d'euros** en 2021 et **437 milliards d'euros** en 2020)

Source: Banque de France

### Production mensuelle de nouveaux crédits aux entreprises (flux corrigés des variations saisonnières, en milliards d'euros)

Source : Banque de France



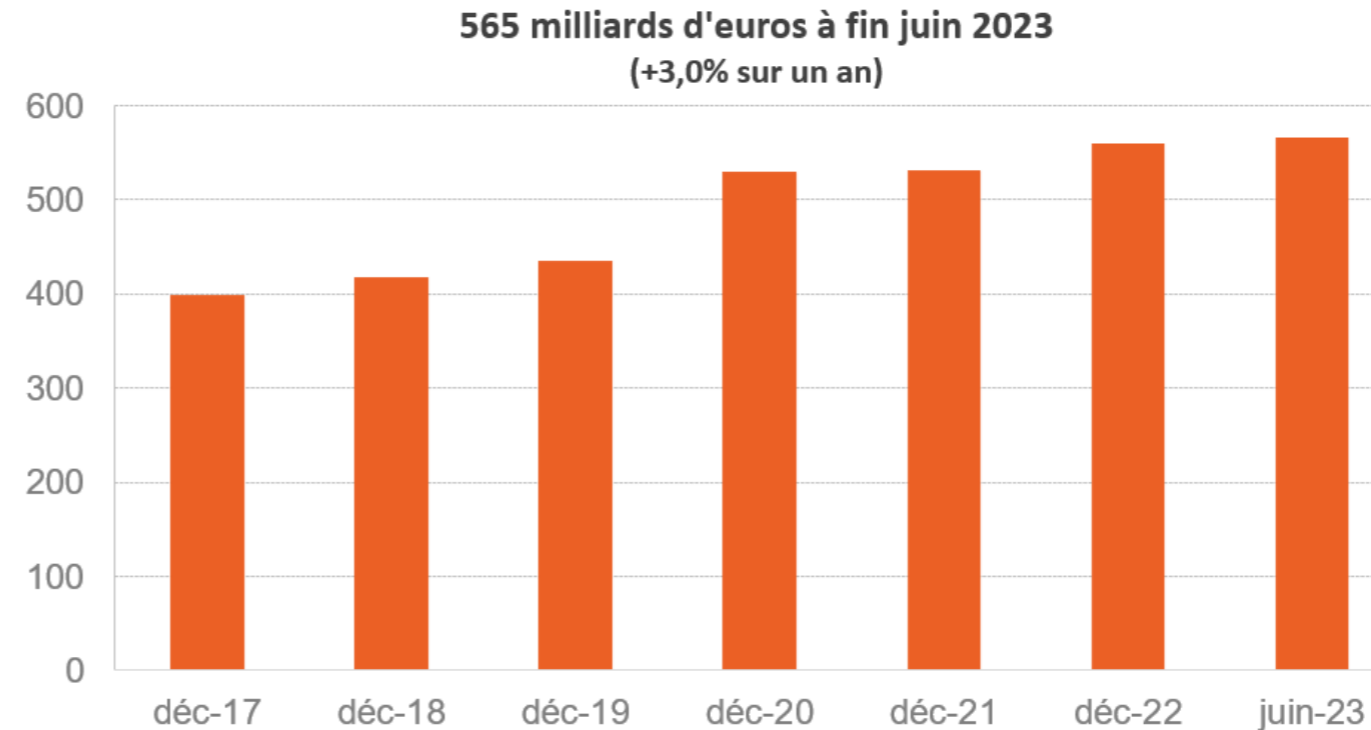
# PRÈS D'1,3 MILLION DE PME SONT FINANCÉES PAR LE CRÉDIT

Plus de la moitié  
des crédits aux  
entreprises vont  
aux PME<sup>1</sup>

<sup>1</sup>Banque de France, à fin juin 2023, statistique intégrant les PME, les ETI et les GE

## Crédits mobilisés aux PME en France (en milliards d'euros)

Source : Banque de France

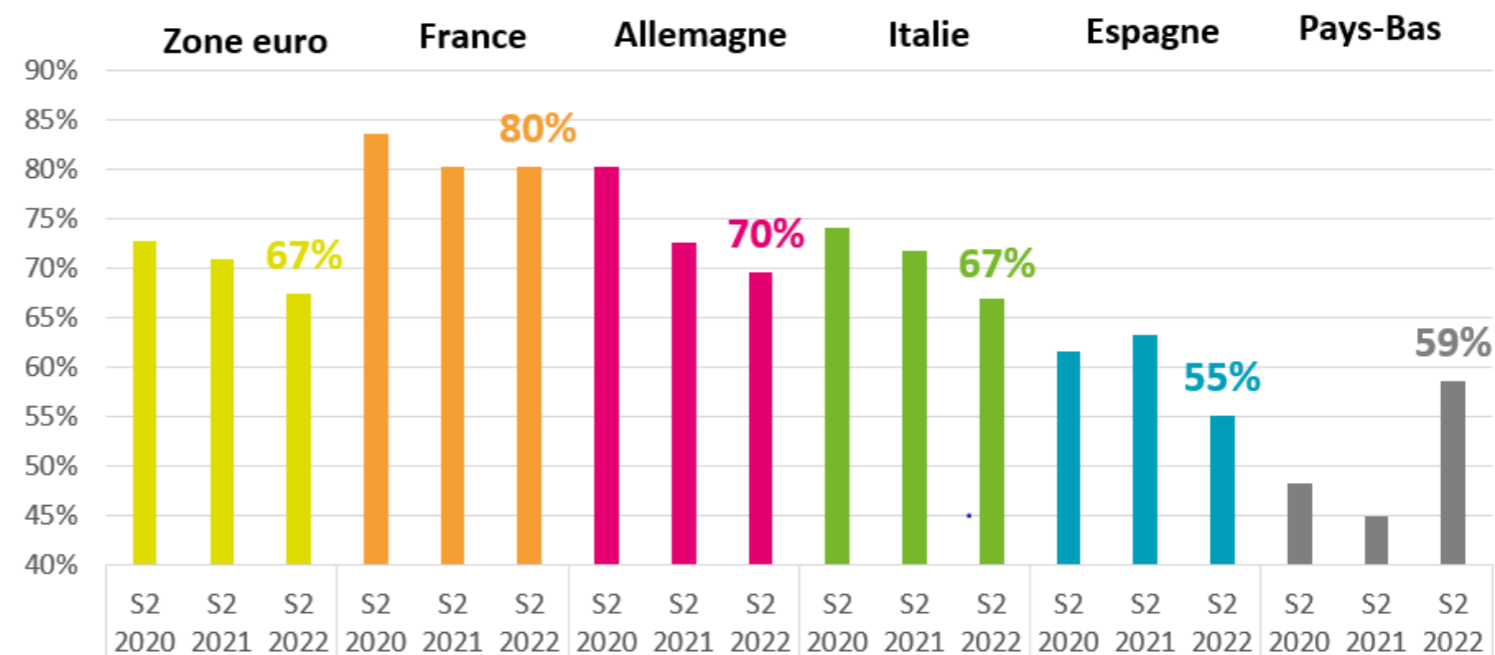


# LES PME CONTINUENT D'ACCÉDER AISÉMENT AU CRÉDIT

**Les PME ont un bien meilleur accès au crédit en France qu'en zone euro**

**Taux d'obtention des crédits bancaires dans les principales économies de la zone euro<sup>1</sup>**  
*(en pourcentage des PME répondantes)*

Source : BCE, enquête SAFE

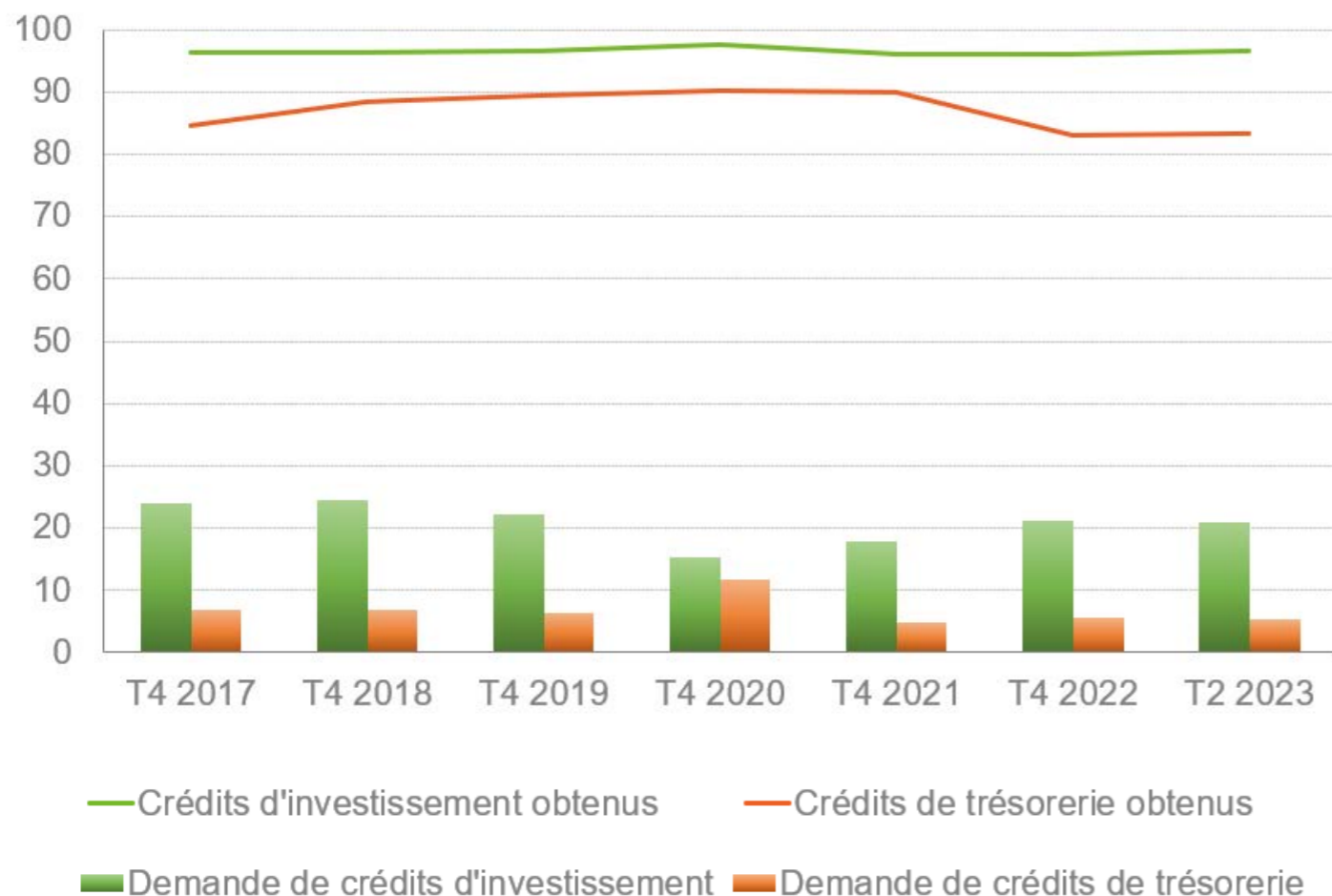


<sup>1</sup>Note de lecture : 80% des PME en France ont reçu la totalité du crédit demandé au 2<sup>nd</sup> semestre 2022 (vs. 67% en zone euro)

# LES PME CONTINUENT D'ACCÉDER AISÉMENT AU CRÉDIT

## Demande et accès<sup>1</sup> des PME au crédit en France (en pourcentage des entreprises)

Source : Banque de France



← **97%** des PME ont eu une réponse positive à leur demande de crédit d'investissement au 2<sup>ème</sup> trimestre 2023

← **83%** des PME ont obtenu le crédit de trésorerie souhaité

← **21%** des PME ont demandé un crédit d'investissement au 2<sup>ème</sup> trimestre 2023

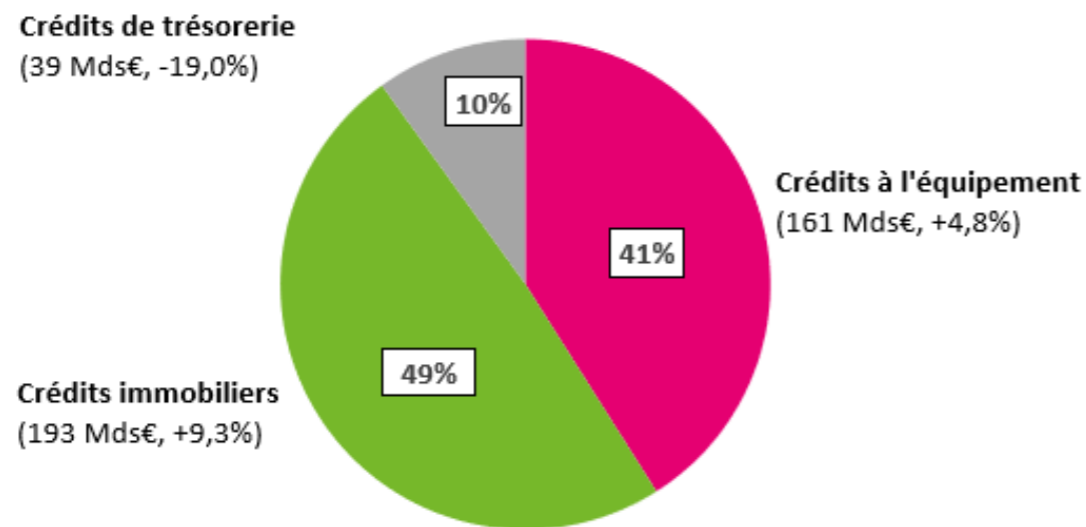
← **5%** des PME ont demandé un crédit de trésorerie

<sup>1</sup>Crédits obtenus en totalité ou à plus de 75%

# LES TRÈS PETITES ENTREPRISES ONT AUSSI DU CRÉDIT

**Crédits aux TPE: répartition par type de crédits  
(entre parenthèses, encours au 1<sup>er</sup> trimestre 2023 et  
taux de croissance annuel)**

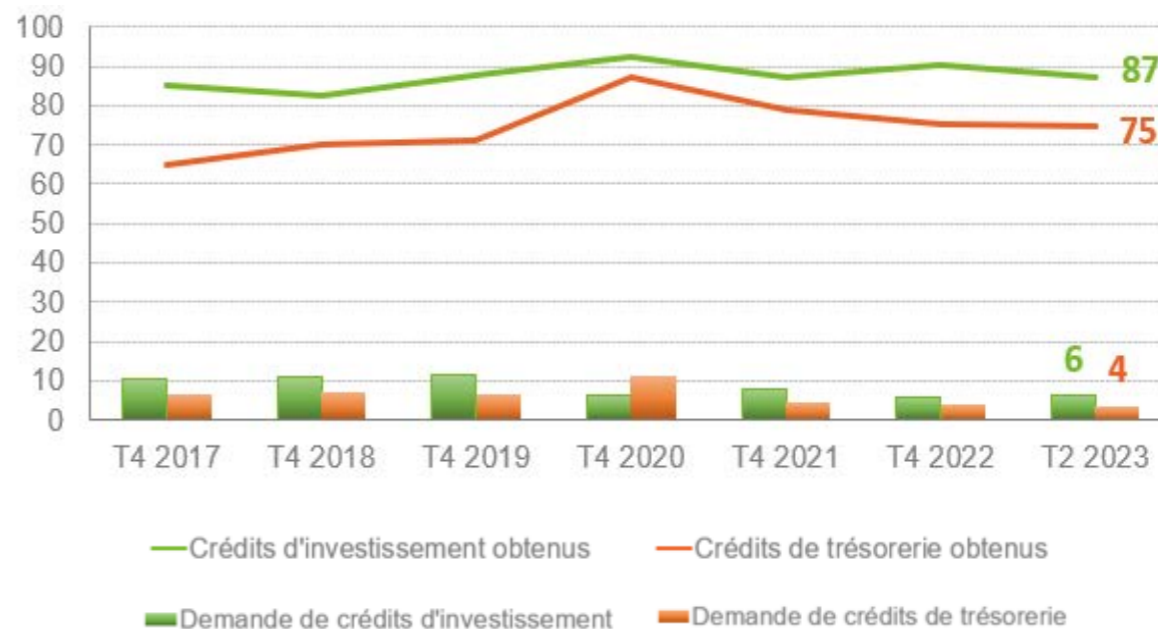
Source : Banque de France



**Crédits totaux: 393 Mds€ au T1 2023,  
+3,8% sur un an**

**Demande et accès<sup>1</sup> des TPE au crédit en France  
(en pourcentage des entreprises)**

Source : Banque de France



<sup>1</sup>Note de lecture : 87% des TPE ont obtenu le crédit d'investissement demandé au 2<sup>ème</sup> trimestre 2023 et 75% le crédit de trésorerie souhaité. 6% des TPE ont sollicité un crédit d'investissement et 4% un crédit de trésorerie

# FOCUS SUR LE PGE

## LE PGE : UN OUTIL DE SOUTIEN MASSIF POUR LES ENTREPRISES

- Le prêt garanti par l'Etat a été très rapidement et massivement distribué par les réseaux bancaires auprès de leurs clients entreprises et professionnels, afin de soutenir leur trésorerie, suite à l'arrêt ou à la baisse d'activités.
- Depuis mi-avril, le PGE « Résilience » vient en soutien des entreprises affectées économiquement par la guerre en Ukraine.
- A fin mai 2023, ce sont **686.000 entreprises** pour **144,3 milliards d'euros** qui ont bénéficié d'un PGE, distribué pour l'essentiel au 2<sup>ème</sup> trimestre 2020.

« Le prêt garanti par l'État a servi de bouée de sauvetage. »

Geoffroy Roux de Bézieux,  
Président du Medef  
Interview à Var-Matin, 19 septembre 2020

« Le succès du PGE est lié à la puissance du réseau global privé bancaire français. »

Nicolas Dufourcq,  
Directeur général de Bpifrance  
Interview à Europe 1, 7 février 2022

« Les entreprises interrogées par la Cour ont souligné le climat de coopération qui a marqué les échanges avec les banques et la fluidité du processus de demande. »

Extrait du rapport public thématique de la Cour des comptes sur les PGE, Juillet 2022

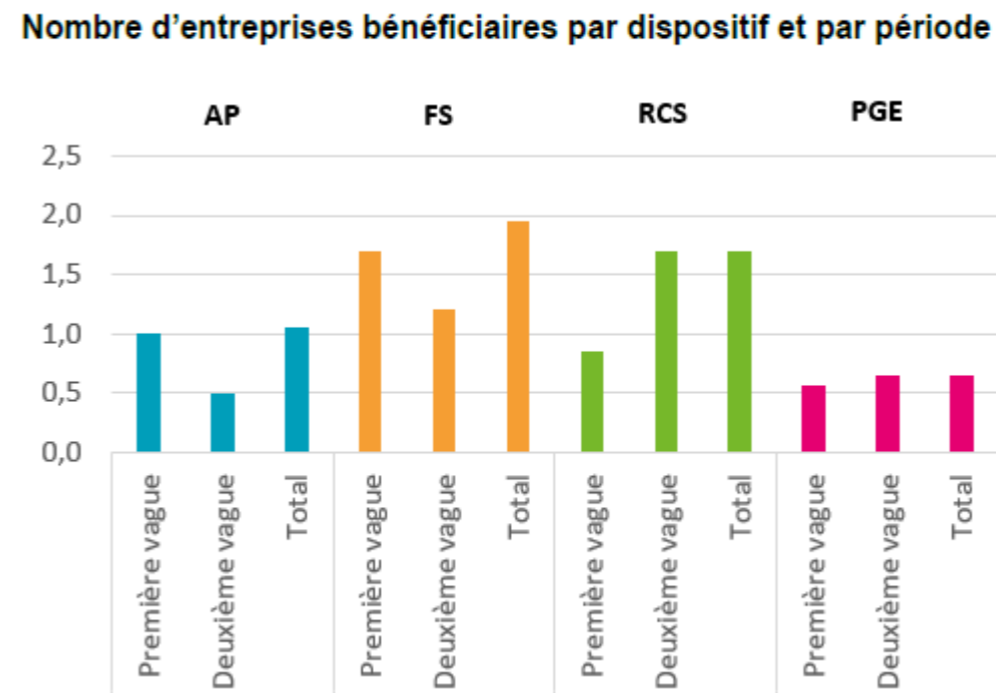
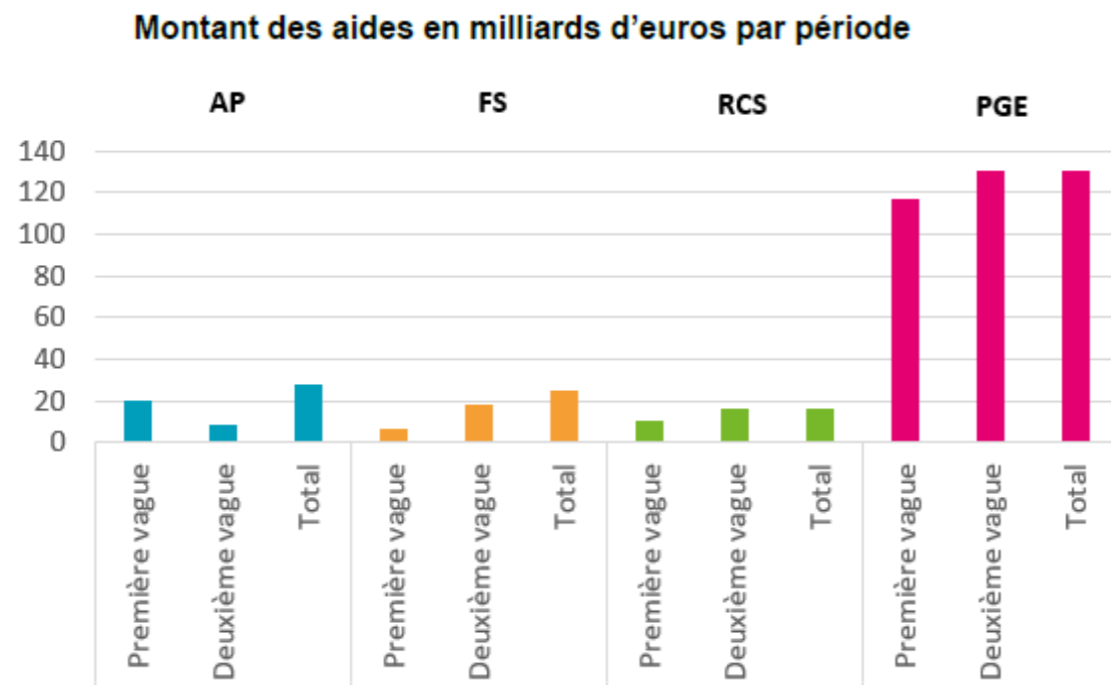


## LE PGE : UN OUTIL DE SOUTIEN MASSIF POUR LES ENTREPRISES

- En comparaison des autres mesures de soutien financier, moins d'entreprises sont concernées par le prêt garanti par l'Etat mais le montant global de ce dispositif est nettement plus élevé.

### Recours aux dispositifs de soutien de mars 2020 à mars 2021

Source : Comité de suivi et d'évaluation des mesures de soutien financier aux entreprises confrontées à l'épidémie de Covid-19, Rapport final, Juillet 2021

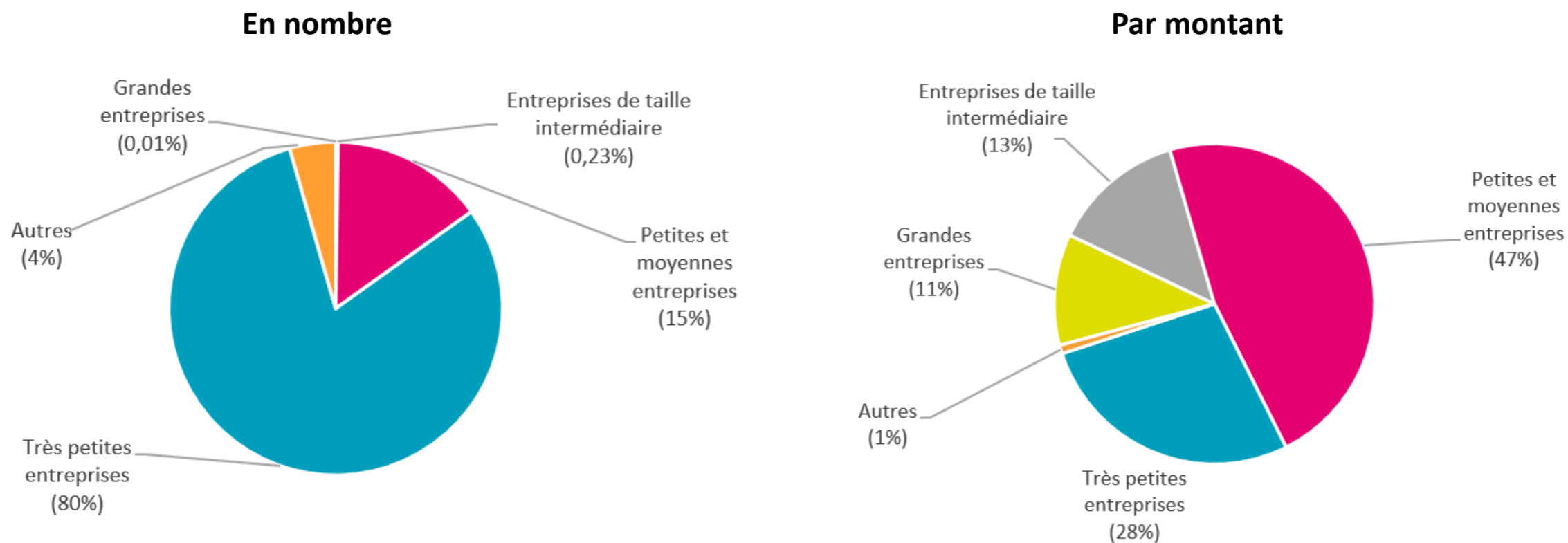


## LE PGE : UN OUTIL DE SOUTIEN MASSIF POUR LES ENTREPRISES

- Tous les secteurs et tous les territoires bénéficient du PGE.

### Répartition des PGE par taille d'entreprises au 31 mai 2023

Source : Ministère de l'Économie et des Finances



## LE PGE : UN OUTIL DE SOUTIEN MASSIF POUR LES ENTREPRISES

Suivi des entités bénéficiant du PGE au 31 mai 2023 – ventilation par secteur d'activité, encours en milliards d'euros

Source : Ministère de l'Économie et des Finances

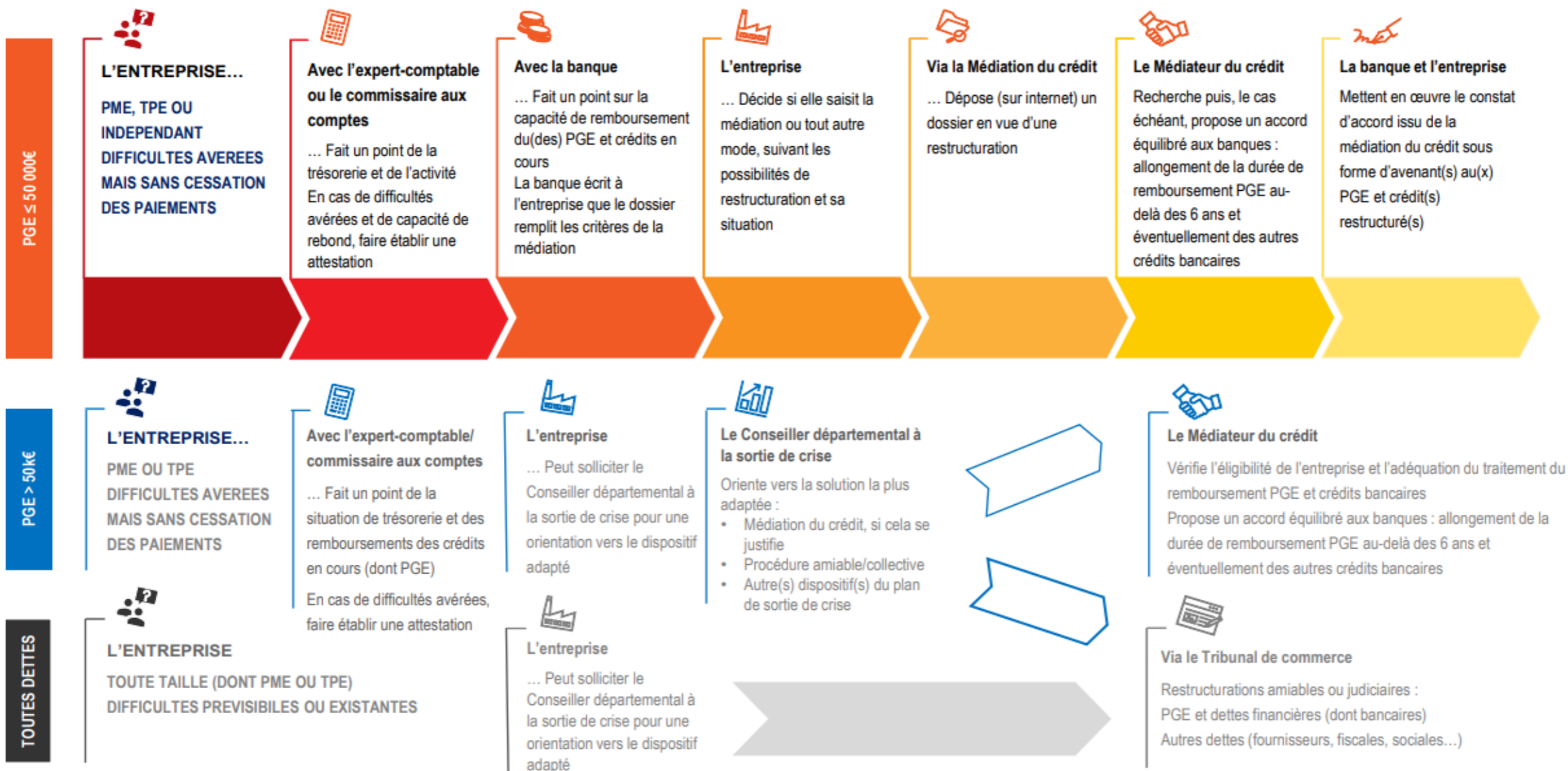
Secteur d'activité	Nombre de bénéficiaires		Montants accordés	
	Nombre	Part dans le total	Encours	Part dans le total
AGRICULTURE SYLVICULTURE ET PECHE	24 557	3,58%	1,88	1,30%
INDUSTRIES EXTRACTIVES	266	0,04%	0,19	0,13%
INDUSTRIE MANUFACTURIERE	48 867	7,12%	18,59	12,88%
PROD.DISTRIBUTION D'ELECTRICITE GAZ VAPEUR D'AIR CONDITIONNE	231	0,03%	0,18	0,12%
PROD.DISTRIB D'EAU ASSAINISSEMENT GESTIONS DECHETS DEPOLLUTION	1 414	0,21%	0,51	0,35%
CONSTRUCTION	89 586	13,06%	12,18	8,44%
COMMERCE REPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	150 902	22,00%	32,83	22,75%
TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE	22 687	3,31%	5,36	3,72%
HEBERGEMENT ET RESTAURATION	98 383	14,34%	10,50	7,28%
INFORMATION ET COMMUNICATION	17 519	2,55%	4,84	3,35%
ACTIVITES FINANCIERES ET D'ASSURANCE	11 236	1,64%	25,90	17,95%
ACTIVITES IMMOBILIERES	16 285	2,37%	1,76	1,22%
ACTIVITES SPECIALISEES SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	65 365	9,53%	15,81	10,96%
ACTIVITES DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN	24 895	3,63%	5,33	3,70%
ADMINISTRATION PUBLIQUE	29	0,00%	0,01	0,01%
ENSEIGNEMENT	12 949	1,89%	1,21	0,84%
SANTE HUMAINE ET ACTION SOCIALE	47 606	6,94%	3,30	2,28%
ARTS SPECTACLES ET ACTIVITES RECREATIVES	14 145	2,06%	2,45	1,70%
AUTRES ACTIVITES DE SERVICES	38 836	5,66%	1,46	1,01%
ACTIVITES DES MENAGES EN TANT QU'EMPLOYEURS	4	0,00%	0,00	0,00%
ACTIVITES EXTRA-TERRITORIALES	2	0,00%	0,00	0,00%
APE NON RENSEIGNE	117	0,02%	0,01	0,00%
<b>Totaux</b>	<b>685 881</b>	<b>100,00%</b>	<b>144,309</b>	<b>100,00%</b>

## LES REMBOURSEMENTS DES PGE SE POURSUIVENT SANS DIFFICULTÉ NOTABLE

- Près de **2/3** des bénéficiaires de PGE l'ont consommé en majorité mi-2023.
- A fin mai 2023, **47%** du montant des PGE de PME/TPE/ETI était remboursé (80% pour les GE). Cela représente plus de **55 Mds€**
- Près de **2 Mds€** de PGE sont remboursés chaque mois.
- **3/4** des PGE sont remboursés selon les solutions donnant la plus grande souplesse de remboursement (5 ans ou 4 ans + année supplémentaire de décalage du remboursement du capital).
- **18%** des TPE/PME estiment qu'elles auront fini de rembourser leur PGE fin 2023.

Sources : Banque de France et BPI – Conseil national à la sortie de crise

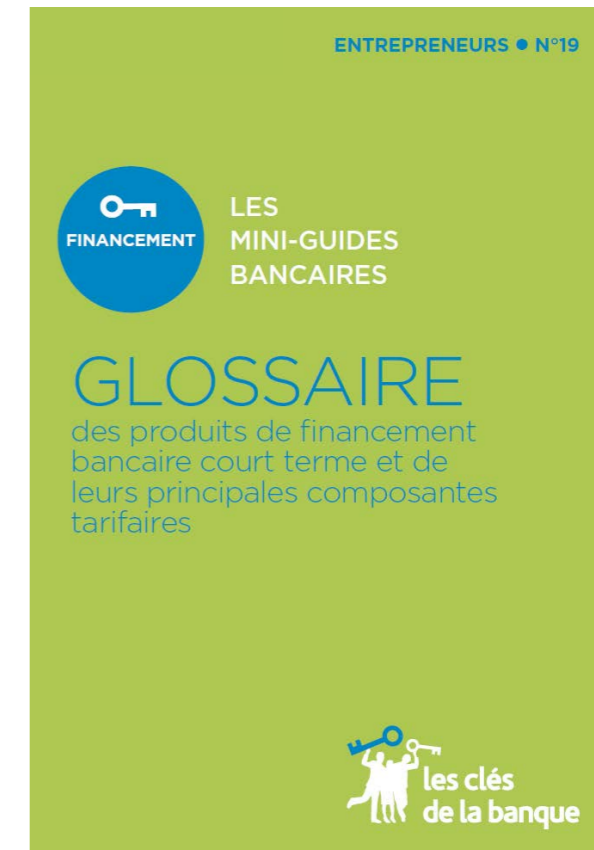
# EN CAS DE DIFFICULTÉS, DES OPTIONS EXISTENT POUR RESTRUCTURER LE PGE



# RELATIONS TPE-PME / BANQUES

## TPE-PME / BANQUES : DES AMÉLIORATIONS CONTINUES

- Depuis 2014, les banques ont mis en œuvre des mesures pour répondre aux attentes des PME et renforcer la bonne relation entre l'entrepreneur et sa banque, notamment sur les produits de financement court terme et la lisibilité de leurs tarifs (délai de réponse, explication du refus d'un crédit et indication des recours possibles, information sur le financement de la trésorerie et du court terme).
- L'avancée des relations banques-TPE/PME a été constatée en 2015 par l'Observatoire du Financement des Entreprises :  
*« l'annonce des 5 mesures par la FBF en juin 2014 a conduit à une action des banques en faveur d'une amélioration du dialogue entre les banques et les TPE et PME, ce qui était l'objectif partagé ».*
- En 2016, les banques ont pris 4 préconisations pour améliorer la lisibilité des tarifs des produits de financement court terme pour les professionnels et TPE (réalisation d'un glossaire, mise en place d'une nouvelle présentation des lignes tarifaires, proposition d'un rendez-vous systématique entre le professionnel et son banquier, création d'un nouveau service d'information sur les frais annuels payés).



## TPE-PME / BANQUES : DES AMÉLIORATIONS CONTINUES

- Dans son rapport de mai 2021 sur l'accès des TPE/PME aux services bancaires, **l'Observatoire du financement aux entreprises (OFE) a souligné l'engagement des banques françaises, leur accompagnement des entrepreneurs et des TPE, et l'intérêt de leur approche personnalisée.**
- **En juillet 2021, la FBF a invité ses adhérents à mettre en place une médiation bancaire pour leurs clients professionnels.**

*« Le rapport de l'OFE dresse un tableau largement positif de l'accès des TPE-PME aux services bancaires. »*

Communiqué de presse du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Relance à la suite de la publication du rapport de l'OFE sur l'accès des TPE et PME aux services bancaires, 7 mai 2021

*« La faisabilité et les conditions de mise en place d'une médiation bancaire conventionnelle pour les clients professionnels ont fait l'objet de propositions de la FBF, favorablement accueillies par l'Observatoire lors de sa séance du 1<sup>er</sup> juillet. »*

Communiqué de presse de l'OFE, 20 juillet 2021



## PME / BANQUES : DIALOGUE SUR LE TERRAIN

- **Des relations fréquentes avec les organisations représentant les PME :**

- ✓ **La FBF au niveau national :**

- Observatoire du financement des entreprises (OFE), Comité consultatif du secteur financier (CCSF), Médiation du crédit aux entreprises, bilatérales (Ordre des experts-comptables, CCI, MEDEF, CPME, U2P, fédérations professionnelles, réseaux d'accompagnement à la création d'entreprises...)

- ✓ **Plus de 100 Comités des banques FBF** partout en France :

- MEDEF, CPME, fédérations professionnelles, CCI, Chambres des métiers, collectivités, préfetures, comités de suivi de la relance, Banque de France...

- **Un appui aux chefs d'entreprises et aux créateurs :**

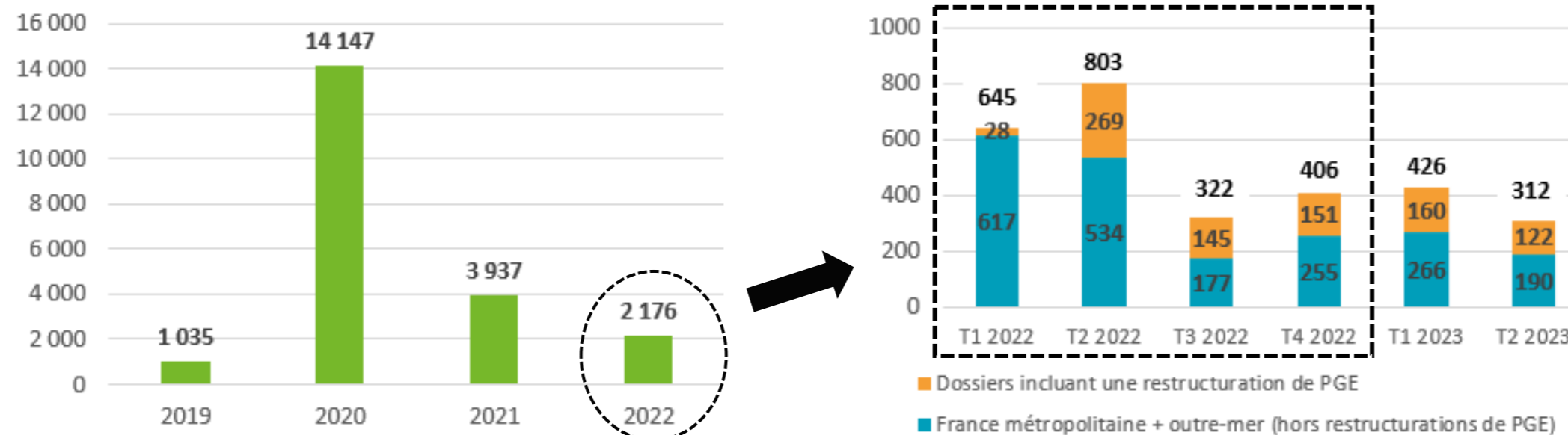
- Programme d'éducation financière dédié avec les [clés de la banque entrepreneurs](#) contenant des vidéos, des guides, des outils pratiques à télécharger (comment créer son entreprise, se financer, gérer sa trésorerie...)
- Organisations de réunions thématiques et de forums sur la sécurité, la création d'entreprise, le financement

# LA MÉDIATION DU CRÉDIT AUX ENTREPRISES RESTE MOINS SOLLICITÉE AU 1<sup>ER</sup> SEMESTRE 2023

- Sur les six premiers mois de l'année, **738 dossiers** ont été éligibles à la médiation du crédit, un faible niveau qui s'inscrit dans le prolongement de la tendance observée depuis le 3<sup>ème</sup> trimestre 2022.
- Ces demandes émanent en très grande majorité de TPE (moins de 11 salariés), qui exercent leurs activités dans les secteurs des services (51%), du commerce (23%), des industries extractives ou manufacturières (12%) ou du bâtiment (11%).
- Les interventions de la médiation liées à des restructurations de PGE représentent environ **1/3** des cas.

## Médiation du crédit aux entreprises – Nombre de dossiers éligibles

Source : Médiation du crédit aux entreprises



# LE MODÈLE FRANÇAIS DE FINANCEMENT DES ENTREPRISES ET L'IMPACT DES NOUVELLES NORMES BÂLOISES

# EN FRANCE, LES ENTREPRISES SONT FINANCÉES PAR LE CRÉDIT ET LE MARCHÉ GRÂCE AUX BANQUES

## 2.030 milliards d'euros de financement des entreprises

(Banque de France, financement des entreprises, à fin juin 2023)

- ➔ en progression : **+ 2,8%** sur un an
- ✓ par le crédit : **1.336 milliards d'euros** (+4,4% sur un an)
- ✓ par le marché : **694 milliards d'euros** (-0,2% sur un an)

### Sources de financement des entreprises en 2022

Sources : Banque de France, Eurostat et Fed



<sup>1</sup>Données à fin 2021

## DES ÉVOLUTIONS RÉGLEMENTAIRES MENACENT LA DYNAMIQUE DU FINANCEMENT (1/2)

- **Un projet de transposition finale de Bâle 3 encore insuffisant pour permettre une souveraineté pérenne du financement de l'économie européenne**
  - ✓ La Commission européenne a publié en octobre 2021 sa proposition législative sur la transposition des accords adoptés par le comité de Bâle en décembre 2017.
    - Cette proposition conduit à terme à une augmentation des exigences en capital des banques qui viendra **contraindre les volumes de financement et/ou à renchérir son coût.**
    - Cette transposition intervient alors que la solidité des banques s'est renforcée de manière considérable depuis 15 ans, que le financement européen passe toujours par les banques à plus de 80% dans la zone euro, et que les banques ont joué un rôle essentiel dans la traversée de la crise liée à la pandémie de Covid.
  - ✓ De fait, la proposition de la Commission n'est **pas en ligne avec le mandat** donné tant par le G20 que le Conseil de l'UE ou le Parlement Européen, de ne pas aboutir à une hausse significative des fonds propres pour toutes les communautés bancaires.
  - ✓ Cela ne doit pas remettre en cause le modèle de financement de l'économie en Europe, et de son égalité de concurrence avec d'autres zones géographiques, à l'heure où les **besoins d'investissement** pour les révolutions **climatiques et numériques** sont gigantesques (environ 500 Mds€ / an pour la transition écologique selon la Commission européenne et plus de 100 Md€ / an pour le digital selon la BCE).

## DES ÉVOLUTIONS RÉGLEMENTAIRES MENACENT LA DYNAMIQUE DU FINANCEMENT (2/2)

- **Il est primordial de valoriser les bonnes pratiques du modèle de financement européen, et de tenir compte des spécificités du modèle de financement de notre continent.**
  - ✓ Ceci doit passer par un cadre approprié sur différents volets, tels que (i) le financement des entreprises non notées, (ii) les financements de court terme, d'exploitation ou de couverture (affacturage ou financements sécurisés par un actif, financements export avec expositions en hors-bilan, financement des couvertures de taux ou de change), ou (iii) les financements spécialisés (avec pour l'Europe des enjeux majeurs de développement économique, de transition énergétique et numérique, et in fine de préservation de sa souveraineté financière) mais aussi les financements immobiliers pour les particuliers.
  - ✓ La FBF continuera à échanger avec les autorités européennes pour proposer des **solutions techniques** de transposition conformes à ces objectifs dans le texte final qui pourrait être voté d'ici fin 2023.
- **Le processus législatif qui se poursuit devra ainsi pérenniser les solutions envisagées, et les étendre à l'ensemble des communautés bancaires, pour à la fois remplir les besoins de financements, et préserver le modèle européen, qui a démontré (en particulier pendant la pandémie) sa capacité à financer l'économie.**